

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Auvergne

LE PUY EN VELAY, le 17 avril 2014

Unité territoriale de la Haute-Loire  
26, avenue des Belges  
CS 90254  
43009 LE PUY EN VELAY CEDEX  
Tél. 04.71.06.62.30 – Fax. 04.71.09.14.25

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

**Société CGP FLEXIBLE INNOVATION  
à Chaspuzac**

Rapport de l'inspection des installations classées  
au Conseil Départemental de l'Environnement  
et des Risques Sanitaires et Technologiques

objet : installations classées pour la protection de l'environnement.  
Modifications de prescriptions.

PJ : projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

**I - Présentation de la société**

Raison sociale	: CGP FLEXIBLE INNOVATION
Adresse du siège social	: 13, avenue de la gare 63 270 Parent
Adresse du site	: Z.A. La Combe 43320 Chaspuzac
Directeur général	: M. Christian BLANCHET
Directrice production du site	: Mme Hélène VANNIER
Téléphone	: 04 71 06 68 68

.../...

Cet établissement est actuellement réglementé par un arrêté préfectoral du 17 mars 2006 délivré au nom de la société MULTISAC portant autorisation d'exploiter une unité de fabrication de sacs de papier, cellophane et plastique.

Il est soumis à autorisation au titre de la rubrique de classement 2450-2-a : impression par flexographie avec une quantité totale de produits consommée pour revêtir le support de 280 kg/j (seuil d'autorisation : 200 kg/j).

Dans le cadre de l'arrêté d'autorisation actuel, le site est soumis à déclaration au titre des 5 rubriques de classement suivantes :

- rubrique 1432-2 : stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés
- rubrique 2445-2 : transformation de papier
- rubrique 2661-1 : transformation de matières plastiques à chaud (soudage)
- rubrique 2661-2 : transformation de matières plastiques par procédé mécanique
- rubrique 2920 : installation de compression et de réfrigération

L'activité principale est la production d'emballages plastiques imprimés par flexographie.

## **II – Changements d'exploitants**

Suite à une liquidation judiciaire de la société MULTISAC, le site a été repris par le groupe CGP avec la création de la société CGP MULTISAC. Par courrier du 5 juillet 2010, la préfecture de la Haute-Loire a pris acte de ce premier changement d'exploitant.

La société CGP FLEXIBLE INNOVATION a repris en 2012 les activités de la société CGP MULTISAC. Par courrier du 9 mai 2012, la préfecture de la Haute-Loire a pris acte de ce deuxième changement d'exploitant.

## **III – Modifications des conditions de stockage des liquides inflammables**

Dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en 2005, les stockages de fioul et de solvants étaient prévus en cuves enterrées. Lors de la construction de l'usine, ces stockages ont été réalisés en cuves aériennes (3 cuves à solvants de 10 m<sup>3</sup>, 1 cuve à solvants de 5 m<sup>3</sup> et une cuve à fioul de 10 m<sup>3</sup>). Ces cuves sont installées dans un local en partie enterré formant rétention et construit à l'emplacement initialement prévu pour la mise en place des cuves enterrées.

Ce changement, justifié par la société MULTISAC par des contraintes géologiques et financières, a été déclaré par courrier adressé à la préfecture le 20 septembre 2007. Par courrier du 31 octobre 2007, monsieur le préfet de la Haute-Loire a demandé à l'exploitant une mise à jour de l'étude de dangers afin d'effectuer une analyse des risques liés à cette modification.

Une étude de dangers a été transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées en novembre 2010. Ce document a été établi conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Un scénario d'incendie du local de stockage contenant les cuves aériennes des liquides inflammables a été étudié en considérant qu'une cuve de solvants s'est déversée et qu'une source d'inflammation a mis le feu au solvant. Les flux thermiques liés à cet incendie ne sortent pas des limites de propriétés et l'incendie ne se propage pas au bâtiment de l'usine.

Dans cette hypothèse, les cuves exploseraient à des instants différents dépendant de leur contenance, de la quantité et de la nature du produit stocké, et de leur résistance à la rupture. L'explosion de la cuve à fioul a été modélisée du fait du fort pouvoir calorifique de ce liquide. La courbe de surpression de 140 mbar correspondant aux premiers effets létaux et à des dégâts sérieux sur les structures, ne sort pas des limites de propriété et n'atteint pas le bâtiment de l'usine. La courbe de surpression de 50 mbar (effet irréversibles sur l'homme et dégâts légers sur les structures) sort des limites de propriété et couvre une faible partie de la voie de

desserte de la zone d'activités sur une quinzaine de mètres sur environ le tiers de sa largeur. Cette voie est peu passante : circulation liée uniquement à l'activité de la zone et le nombre de personnes susceptibles de se trouver à cet endroit après le déclenchement de l'incendie est faible.

En conséquence, cette modification des stockages de liquides inflammables présente des risques acceptables.



### **III – Modifications des conditions de surveillance des rejets atmosphériques**

L'activité d'impression est assurée par l'utilisation d'encres à base de solvants principalement de l'éthanol et de l'acétate d'éthyle. Cette activité génère des émissions de composés organiques volatils qui sont traités par un système de lavage de gaz et de traitement biologique des eaux de lavage.

L'arrêté préfectoral actuel prévoit un programme de mesures d'autosurveillance des rejets de COV durant les phases de démarrage, de mise au point et durant les premiers mois d'utilisation de cet équipement.

Il convient désormais d'imposer une autosurveillance pérenne à savoir une mesure annuelle des rejets atmosphériques avec transmission des résultats à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

### **IV – Liste des installations classées concernées par une rubrique de classement de la nomenclature**

Le site n'est désormais plus soumis à déclaration au titre de la rubrique de classement 2920 qui a été modifiée par décret du 30 décembre 2010 et ne concerne plus les activités de compression de fluides non inflammables ni toxiques, comme la compression d'air et la réfrigération présentes sur le site.

La modification des stockages de liquides inflammables entraîne un changement de la capacité équivalente totale de liquides inflammables susceptibles d'être présents, passant de 14,56 m<sup>3</sup> à 61 m<sup>3</sup>. L'établissement reste toutefois soumis à déclaration au titre de la rubrique de classement 1432-b (seuil minimal d'autorisation : 100 m<sup>3</sup>).

.../...

## **V - Conclusion et propositions**

L'ensemble des différents points indiqués dans l'analyse ci-dessus, constitue un changement notable des éléments du dossier d'autorisation mais n'est pas une modification substantielle au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement, justifiant de déposer une nouvelle demande d'autorisation.

Toutefois, les prescriptions de l'arrêté du 17 mars 2006 méritent d'être actualisées par un arrêté complémentaire pour :

- intégrer le dernier changement d'exploitant ;
- mettre à jour la liste des rubriques de classement ;
- actualiser les valeurs limites autorisées pour les rejets atmosphériques et laisser la possibilité à l'exploitant de mettre en place des solutions alternatives (technique d'oxydation des COV, mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions en cas de passage aux encres à l'eau) ;
- prendre en compte les conditions de stockage des liquides inflammables en aérien ;
- mettre en place une mesure annuelle des émissions atmosphériques avec transmission des résultats à l'inspection des installations classées ;
- actualiser le contenu du bilan annuel.

Compte tenu de l'analyse ci-dessus, nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté ci-joint visant à actualiser les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société CGP FLEXIBLE INNOVATION.

L'inspecteur de l'environnement  
spécialité installations classées

Vu et transmis  
LE PUY EN VELAY, le 17 avril 2014  
P/le directeur  
Le responsable de l'unité territoriale de la Haute-Loire